

Pour en finir avec la violence faite aux Palestiniennes



La violence envers les femmes est encore un sujet tabou dans certains milieux islamiques. (CRDI : P. Jackson)

2000-06-23

par Doug Alexander

« Parfois, j'étais bien traitée par mon mari, mais d'autres fois il me battait et me faisait les pires choses », affirme Ma'ha Kameel.

Cette femme de 37 ans, résidente de la bande de Gaza, est divorcée depuis deux ans, mais le souvenir des 19 ans de violence que lui a fait subir son époux palestinien la hante toujours.

« Je me suis sérieusement brûlée, un jour, en cuisinant », déclare Kameel, rappelant un accident survenu trois ans après son mariage. « Après cela, mon mari m'a repoussée [...] il me battait même plus souvent. »

Des sévices émotionnels

Les cicatrices qui lui restent de ses brûlures pâlissent en comparaison des cauchemars et de la dépression que des années de sévices lui ont laissés. Elle s'est libérée de ces mauvais traitements, mais cette liberté a un prix : Kameel est demeurée seule à Gaza alors que son mari vit en Égypte avec leurs quatre enfants devenus adultes.

La situation de Kameel n'est pas unique. Un projet de recherche novateur, financé par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), révèle que la violence envers les femmes est généralisée dans la bande de Gaza, cette petite région côtière située entre Israël et l'Égypte. Le [Programme de santé mentale des collectivités de Gaza](#) a entrepris un projet de 18 mois, nommé Renforcement du pouvoir des femmes (RPF), afin de découvrir pourquoi la violence familiale est si répandue dans cette région défavorisée.

Questions féminines

Ce projet est une première : ni les médias, ni les fonctionnaires du gouvernement, ni même les organisations non gouvernementales n'ont accordé autant d'attention aux questions féminines à Gaza. Cette recherche va dans le sens des efforts qui ont été faits pour analyser les répercussions,

sur les femmes, de presque trente ans d'occupation et d'isolation des territoires palestiniens par Israël durant l'Intifada (soulèvement de la population palestinienne contre la présence israélienne, entre 1987 et 1992).

« Toute la population de Gaza a énormément souffert durant l'occupation : la région était isolée; les maisons ont été détruites; un grand nombre de femmes ont perdu leur mari et les ouvriers se sont trouvés sans emploi », explique , directrice du RPF. « Les femmes ont véritablement été la cible des actes de violence pendant cette période, non seulement au sein de leur famille, mais aussi de la part des Israéliens [...] de là est venue l'idée du projet : ces femmes avaient besoin d'aide. »

Les premières étapes

Le projet a débuté après que , professeure agrégée à l'Université Carleton au Canada (devenu conseillère pour le projet), a commencé à se rendre compte de l'ampleur de la violence faite aux femmes lors de ses visites à des collectivités de Gaza. Comme aucun organisme ne se penchait sur la question, l'idée de réaliser une étude en bonne et due forme a fait son chemin.

Le projet a été lancé en janvier 1999 par l'établissement d'une équipe de chercheurs, formés par Abdo, lesquels ont à leur tour entrepris de former les dirigeants des collectivités de la bande de Gaza à l'utilisation des méthodes de recherche fondées sur l'égalité hommes-femmes. Les résultats préliminaires sont alarmants : la moitié des femmes interviewées à ce jour ont été victimes de violence.

La violence au foyer

« À Gaza, la violence faite aux femmes est, fondamentalement, synonyme de violence au foyer », affirme Aitemad Muhanna, conseillère en recherche. « Les femmes sont battues par leur mari, battues par leur père et même battues par leurs frères. » Les femmes sont battues parce qu'elles ne remplissent pas leur rôle traditionnel (cuisiner, faire le ménage, soigner leur apparence) assez bien au gré de leur mari. Elles subissent aussi toutes sortes de brutalités : injures dégradantes, violence sexuelle de la part des hommes de la famille et viol conjugal.

Les belles-mères se mettent aussi de la partie : elles montrent le poing à la femme de leur fils lorsqu'une famille étendue vit sous le même toit. « Les femmes acceptent la violence de la part de leur mari », souligne Muhanna, « mais elle ne [peuvent] l'accepter de la part de leur belle-mère ».

Un sujet tabou

Dans le cadre de l'étude, les chercheurs ont aussi interviewé des fonctionnaires de police ainsi que des représentants du ministère de la justice et du système judiciaire. Mais il ne leur a pas été facile de recueillir de l'information sur un sujet aussi tabou dans cette société islamique. « Cette culture est tellement empreinte de préjugés sexistes et le sujet est tellement honteux que cette forme de violence reste cachée », explique Muhanna. « On ne rapporte pas les incidents et on n'en parle pas. » La majorité des femmes ne s'estiment pas victimes de violence même si elles sont maltraitées par leur mari parce qu'elles considèrent que « c'est son droit ». Les hommes partagent cette opinion.

Amal Hamad du ministère des Affaires sociales de la Palestine admet que l'information sur la violence familiale est rare : « Il n'existe pas de statistiques précises sur la violence faite aux femmes parce que les traditions et les valeurs du monde arabe empêchent les femmes de rapporter à quelque institution ou organisation que ce soit la violence dont elles sont victimes ».

Les premiers fruits

Rien d'étonnant donc à ce que le projet financé par le CRDI portent déjà ses fruits. Cette recherche a retenu l'attention des médias locaux et a permis, grâce à la télévision et aux journaux, de sensibiliser davantage la population à la violence envers les femmes. Une équipe de femmes a également été formée à la recherche axée sur la sexospécificité si bien qu'elles ont désormais les compétences professionnelles voulues pour travailler à des projets qui tiennent compte des rapports hommes-femmes et des questions qui touchent tout particulièrement les femmes.

À l'issue de la première étape du projet, les résultats seront transmis à des groupes de discussion, lors de présentations aux collectivités, et aux participants d'un atelier de clôture. « En fin de compte », déclare Saba, « ce projet entraînera peut-être des changements dans tous les domaines, du droit de la famille aux attitudes à l'égard des questions féminines et [nous espérons qu'il] incitera les organismes de services sociaux à lutter contre la violence familiale ».

Des changements positifs

Saba peut déjà constater des changements positifs. Ainsi, les hommes commencent à accompagner les femmes aux conférences sur les questions féminines organisées par le RPF. « Les Palestiniens les plus jeunes », souligne-t-elle, « ne semblent plus vouloir fermer les yeux sur les comportements traditionnels qui ont permis à la violence familiale de se répandre à Gaza ».

Mais il reste encore beaucoup à faire. Le défi le plus important consiste à tout mettre en oeuvre pour « modifier le droit civil et sensibiliser le pays tout entier à la violence dont les femmes sont victimes », poursuit Saba.

« Ce projet n'est qu'un début. Ce n'est pas une révolution, mais quand on cherche à faire évoluer les choses, il faut viser le long terme. Les choses ne changent pas du jour au lendemain. Il faut croire au changement », conclut-elle.

* Faux nom pour protéger son identité.

Doug Alexander, journaliste canadien lauréat d'une bourse d'études du CRDI, travaille au Moyen-Orient pour le Gemini News Service.

Renseignements

Nahla Abdo, Département de sociologie et d'anthropologie, Université Carleton, 1125, promenade Colonel By, Ottawa (Ontario), Canada K1S 5B6; courriel : nabdo@ccs.carleton.ca

Nuha Saba, directrice, Projet Renforcement du pouvoir des femmes, [Programme de santé mentale des collectivités de Gaza](#), BP 1049, Gaza, Palestine; tél. : (+972-7) 286.72.45; téléc. : (+972-7) 28.40.72; courriel : pr@gcmhp.net